

de cette année par rapport à l'année dernière. Le ministre aime prétendre que d'une certaine façon nous nous débrouillons mieux que la plupart des autres pays industrialisés. Ce n'est pas exact. En 1972, d'après le rapport annuel de l'OCDE sur le revenu national brut par habitant, nous nous situons au deuxième rang dans le monde, n'étant dépassés que par les États-Unis parmi les grands pays. Aujourd'hui, nous sommes sixième, après la Suisse, les États-Unis, la Suède, l'Allemagne et le Danemark, dans l'ordre.

Dans son discours de lundi soir, le ministre n'a même pas osé prédire notre croissance réelle pour cette année. Avec l'inflation et pas de croissance réelle, il n'est que naturel que le chômage augmente. Je signalerais qu'en janvier 1972, le niveau désaisonnalisé de chômage s'établissait à 539,000 personnes. En janvier de cette année, il était de 660,000 et en mai de 715,000, soit près de 200,000 gens de plus sans travail par rapport au temps où le ministre actuel est entré en fonction. D'après le budget qui nous a été annoncé, ce chiffre augmenterait encore davantage jusqu'à dépasser 800,000. Se laissant balloter comme un bouchon de liège sur les océans économiques, le ministre entend clairement terminer le reste de son mandat sur le dos des chômeurs et ceux qui le deviendront.

Commentant l'exposé budgétaire, Wood-Gundy, qui est peut-être la société de placement la plus importante au Canada, déclarait hier au sujet des travailleurs, et je cite: «Attention aux conflits sociaux, cela pourrait être grave.»

Les exportations sont essentielles au maintien de l'équilibre de la balance commerciale du Canada. En 1971, notre balance commerciale accusait un excédent de 306 millions, en 1974, son déficit s'élève à 1.9 milliard. En avril dernier seulement, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) envisageait, pour cette année, un déficit de 4 à 5 milliards de dollars.

Si le ministre des Finances a, à plusieurs reprises, parlé de la diminution de la productivité, il n'a pas prévu grand-chose dans le budget pour l'améliorer et pour assurer un meilleur équilibre de notre balance commerciale, si ce n'est l'octroi aux entreprises d'un crédit d'investissement de 5 p. 100. Par cette mesure, il invite les hommes d'affaires à agrandir leurs usines et à acheter des machines. Deux cents millions de dollars y seront consacrés, mais est-ce bien la meilleure manière d'utiliser ces crédits? Nous estimons qu'il faut prendre des mesures—d'autres députés du caucus traiteront de cette question—pour rendre l'industrie canadienne plus concurrentielle; mais nous aimerions que le ministre nous prouve que le crédit d'investissement proposé est le moyen le plus efficace, puisque la plupart des grandes agglomérations urbaines ont actuellement un excédent de terrains à des fins industrielles.

Le malheureux déséquilibre de notre balance commerciale entraîne des taux d'intérêt élevés, en particulier dans les hypothèques. En janvier 1972, un taux d'intérêt hypothécaire de 9 p. 100 était élevé. Actuellement les taux d'intérêt hypothécaires atteignent 11.75 p. 100, ce qui empêche pratiquement des dizaines de milliers de personnes d'acheter une maison. Le gouvernement libéral peut estimer, avec certains économistes, que ces gens devraient s'orienter vers des édifices à appartements. Ce n'est pas notre opinion; je proposerai donc l'établissement d'un programme particulier destiné à abaisser les taux d'intérêt hypothécaires.

Dans le domaine de l'habitation, en 1971 on comptait 234,000 mises en chantier au Canada. L'an dernier, ce nombre est tombé à 222,000 et pour cette année, le ministre des Finances ne se risque même pas à avancer un chiffre

Budget—M. Stevens

probable. Au lieu de cela, nous avons été témoins lundi soir d'une des coupures les plus déplorables de tout le cabinet; je fais en effet allusion aux coupures qu'a prises notre ministre d'État aux Affaires urbaines (M. Danson). Bien qu'il doive s'occuper d'un des secteurs les plus touchés dans notre économie, le ministre s'est vu donner bien peu de moyens pour remédier à la situation.

Avec notre politique d'intérêt élevé, le gouvernement a en effet demandé aux propriétaires de maisons et aux locataires de faire les frais d'une économie dont on ne peut diriger l'orientation. Lorsqu'on pense, monsieur l'Orateur, au taux élevé d'inflation, à la croissance réelle négative, au taux élevé de chômage, au déficit commercial de quatre milliards de dollars, aux taux d'intérêt élevés et à la baisse des mises en chantiers en matière d'habitation, il serait sage que chaque député de la Chambre se mette sérieusement à l'étude du budget à l'ordre du jour, car le ministre des Finances n'a pas l'air de savoir de quoi il retourne.

● (1520)

Le ministre met ses échecs, tant sur le plan des prévisions, que des réalisations, sur le compte de la conjoncture internationale, et je suppose qu'il y englobe aussi les conditions météorologiques. Mais je le mets au défi de nous citer un pays industrialisé exportateur de pétrole et ayant les ressources dont nous disposons, où la situation est pire que la nôtre depuis 40 mois qu'il détient ce portefeuille.

Tout le monde ou presque s'accorde à dire que sur le plan économique, le gouvernement n'a guère imprimé d'orientation. Mais je pense qu'il faudrait aussi se demander pourquoi il a fait preuve d'un tel manque d'initiative également sur la scène internationale. Si les ministériels s'inquiètent tant des effets de la conjoncture internationale sur notre économie, pourquoi ne se sont-ils pas fait entendre dans les forums internationaux, pour demander qu'on renverse ces forces inflationnistes dont il nous parle tant, ces forces qui ont provoqué aux États-Unis et ailleurs la récession qu'ils déplorent? Pourquoi ne l'ont-ils pas fait en vue de rétablir la situation monétaire et fiscale internationale dans l'intérêt de tous les pays? Pourquoi n'exigent-ils pas l'adoption de politiques monétaires et fiscales plus saines pour tous les pays? Et pourquoi, en fait, n'en donnent-ils pas eux-mêmes l'exemple?

La lecture des quatre exposés budgétaires précédents démontre bien, tous les députés en conviendront, je pense, que le ministre a toujours parlé de modération et de réduction des dépenses, mais qu'en réalité, il a constamment gonflé la masse monétaire. Monsieur l'Orateur, l'inflation est un problème politique qui peut trouver une solution politique.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Le gouvernement actuel ne fait rien pour résoudre ce problème. Comment le ministre peut-il sincèrement dire qu'il espère modérer l'inflation, alors qu'il a laissé la masse monétaire s'accroître de 46 p. 100 depuis 40 mois qu'il occupe son poste? La masse monétaire s'est accrue de 46 p. 100, alors que notre taux de croissance réelle n'a été que de 16 p. 100? Ces chiffres sont éloquentes. Faut-il alors s'étonner que sur cette période, le taux d'inflation ait monté à 32 p. 100?

A mon avis, il y a une lacune fondamentale dans l'exposé budgétaire. Il est bien évident que le ministre a fondé ses prévisions, en ce qui concerne les recettes et les dépenses gouvernementales, sur certaines hypothèses statistiques, et pourtant, il n'a divulgué aucun de ces chiffres. Par